



Entretien avec Christian ADOVELANDE, Président de la BOAD

lundi 28 mai 2018, par Burkinapmepmi.com

Monsieur le Président, comment se situe la BOAD dans l'architecture des Institutions de la Zone UEMOA ?

Dans l'architecture institutionnelle de l'UEMOA, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Elle a été créée par Accord signé le 14 novembre 1973. La BOAD est devenue opérationnelle en 1976. L'objet de la BOAD aux termes de l'Article 2 de ses Statuts, est « de promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de réaliser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest » en finançant des projets prioritaires de développement.

Quelle est votre appréciation de l'Etat de la gouvernance de la Banque au seuil de ses 45 ans ?

La Banque a renforcé sa gouvernance au fil des années. La transparence des opérations et des comptes, la mise en place d'un système de contrôle rigoureux, l'indépendance du système de contrôle externe, la performance du système informatique et la lutte contre la fraude et la corruption constituent le socle des récentes avancées de notre institution. C'est d'ailleurs entre autres, la combinaison de ces principes et la bonne situation financière de la BOAD qui lui ont permis d'obtenir auprès des agences de notation internationale Moody's et Fitch dès 2015, les notes « Baa1 » et « BBB » correspondant respectivement à la 4ème et 3ème meilleures notes accordées par ces agences à des entités africaines notées par elles.

Les deux agences ont confirmé ces notes de la catégorie « Investment Grade » en 2016 et 2017 à travers des missions annuelles de revue de la notation. Grâce à ces notes, la Banque a réalisé avec succès deux opérations de levée de fonds sur le marché financier international pour un montant total de 1 600 millions USD, soit un peu plus de 900 Milliards de FCFA

Quelle est la réalité des engagements de la BOAD au service des pays de l'UEMOA ?

L'empreinte de la BOAD au sein de l'Union est réelle tant elle est impliquée dans le financement de la plupart des grands projets de développement promus par ses Etats membres au profit du bien-être des populations, dans les investissements productifs du secteur privé de l'Union, et dans la promotion d'initiatives et produits innovants qui s'inscrivent toujours dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

A titre d'exemples, la BOAD a contribué au financement des grands projets d'infrastructures comme l'échangeur sur le boulevard Giscard d'Estaing et le 3ème pont à Abidjan, le nouvel aéroport Blaise Diagne de Dakar et l'autoroute Dakar-Diamniadio au Sénégal, la voie de contournement de la ville de Lomé (Togo), le vaste programme d'assainissement et de pavage de plusieurs villes au Bénin, la réhabilitation des voiries urbaines à Bissau, mais aussi de grands projets d'envergure régionale comme la compagnie aérienne Asky. Elle a financé également plusieurs banques commerciales à travers la mise à

disposition de lignes de refinancement et le financement du capital. Ces dernières années, elle a développé ses concours sous forme de lignes de crédit en faveur des fonds nationaux de finance inclusive et les institutions privées de microfinance comme ASUSU au Niger et KAFO JIGUENE au Mali. A ce jour, les concours de la Banque au profit de l'inclusion financière s'établissent à environ 475 milliards FCFA dont 300 milliards FCFA en faveur des institutions financières ou assimilées et 175 milliards FCFA pour le développement d'infrastructures de téléphonie mobile permettant un accès plus aisé des populations au Mobile Banking.

Au total, à fin décembre 2017, la BOAD a investi plus de 4 900 milliards FCFA dans l'Union pour la réalisation d'environ 1100 projets et drainé vers la région, par effet de levier, des investissements additionnels de 12 600 milliards FCFA.

A l'issue de la tenue du premier conseil d'administration de l'année 2018 au mois de mars, la Banque vient de franchir la barre des 5 000 milliards de FCFA de financement au profit des pays de l'UEMOA.

Le 14 novembre 2018, vous organiserez un forum sur la thématique des énergies renouvelables en lien avec la finance climat. L'on sait que la BOAD a adopté en 2014 une Stratégie Environnement et Climat. Où en êtes-vous dans sa mise en œuvre et quels sont les engagements de la Banque en matière de finance climat ?

Les Etats membres de l'UEMOA font partie des Etats vulnérables face à la dégradation de l'environnement et aux changements climatiques. Face à cette situation, la BOAD a intégré, dès 2003, les questions environnementales et sociales dans ses opérations. Elle s'est donnée pour vision d'œuvrer à l'horizon 2020 pour des ressources naturelles gérées au profit d'un développement propre et résilient aux effets des changements climatiques dans les États membres. Elle s'est inscrite ainsi dans les orientations définies lors du Sommet de Rio en 2012 sur le développement durable, en adoptant en 2014 une Stratégie Environnement et Climat 2015-2019 dont les grandes lignes reposent essentiellement sur trois (03) axes à savoir : 1- renforcer les capacités des unités opérationnelles ; 2- développer des outils et des mécanismes efficaces de financement et de mobilisation de ressources, et 3- renforcer le leadership de la BOAD dans la sous-région sur ces questions. L'objectif stratégique défini par la BOAD est de « faire de l'environnement, un nouveau pôle de croissance » pour ses activités.

La BOAD s'implique dans les instances Internationales, où son rôle est reconnu. Ainsi, elle occupe un siège d'observateur à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) depuis 2009. Elle a été accréditée au Fonds d'Adaptation (FA), au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et au Fonds Vert Climat (FVC). Toutes ces accréditations se sont traduites sur le terrain par la formulation et le développement de projets d'adaptation et d'atténuation au profit des populations des Etats membres.

Elle héberge en son sein un Centre Régional de Collaboration (CRC - Lomé) mis en place en partenariat avec la CCNUCC. Ce centre qui compte parmi les cinq existants dans le monde soutient l'action climatique à travers le renforcement des capacités, l'aide technique et le réseautage stratégique entre autres.

Nous avons également engagé diverses diligences visant à accroître le portefeuille de projets Climat susceptibles d'être soumis aux mécanismes financiers de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) auprès desquels nous sommes accrédités. L'objectif visé est de porter la mobilisation de ressources climat à 50 milliards FCFA par an d'ici 2021. Les premiers résultats ont été obtenus en 2017, avec la mobilisation des ressources climat sous forme de don de 1,3 milliards FCFA auprès du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) en faveur de la promotion des énergies renouvelables au Togo ; 4,9 milliards FCFA auprès du Fonds pour l'Adaptation (FA) en faveur de la promotion d'une agriculture climato-intelligente en Guinée Bissau.

Pour finir, il est important de noter que la BOAD est membre du club mondial des banques de développement « IDFC » (International Development Finance Club) qui est composé des 23 principales banques de développement du Nord et du Sud dont la Brésilienne BNDES, la latino-américaine CAF, la

CDG marocaine, la DBSA sud-africaine, la CDB chinoise ou encore la JICA nipponne). Avec un bilan cumulé de 3000 Mds USD et plus de 630 Mds USD d'engagements annuels, les banques membres d'IDFC œuvrent à la redirection massive des flux financiers vers une économie sobre en carbone et résiliente aux effets du changement climatique.

Monsieur le Président, la BOAD apparaît ainsi comme un instrument précieux au service des pays de l'UEMOA visant à les aider à faire face aux nombreux défis posés par la lutte contre la pauvreté et le sous-développement. Qu'en est-il de l'appui que vous apportez au secteur privé dans l'UEMOA ?

Le secteur privé constitue un levier majeur dans les économies des États membres de l'UEMOA. Il participe à plus de 75% à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) et est composé pour l'essentiel de Petites et Moyennes Entreprises (PME) et de Très Petites Entreprises (TPE), qui restent confrontées à diverses contraintes dont les difficultés d'accès aux financements. Sur ce point, la BOAD accompagne le secteur privé dans la zone UEMOA en finançant des projets dans divers domaines d'activité allant de l'industrie au tourisme et à l'hôtellerie en passant par la santé et le secteur de la production de ciment. Elle intervient sous forme de prêts à court, moyen et long termes qui s'adressent à toute société ressortissante de l'UEMOA ou étrangère désirant investir dans la zone UEMOA.

Au 31 décembre 2017, la Banque se situe à 1 083 milliards de F CFA de financements pour le secteur privé répartis entre Institutions Financières Nationales (IFN) et promotion des PME pour un montant de 268 milliards de F CFA, Activités Productives pour 691 milliards de F CFA et des Prises de Participations de 124 milliards de F CFA.

Ainsi, dans son rôle d'accompagnement, la BOAD a su faire de certaines entreprises des réussites nationales et sous régionales. C'est le cas par exemple des compagnies aériennes ASKY et Air Côte d'Ivoire, du Groupe AZALAI HOTELS avec l'implantation de réceptifs au Burkina Faso, en Guinée-Bissau, au Mali, et tout récemment en Côte d'Ivoire et dans le secteur de l'énergie électrique, le financement des centrales « Kounoune Power » et « Tobène Power » au Sénégal, « Azito Energie » et « CIPREL » en Côte d'Ivoire. Dans la promotion des énergies renouvelables, elle a récemment participé au financement du premier projet de centrale hydroélectrique promu par des opérateurs privés dans l'UEMOA. C'est le cas de la Société Ivoire Hydro Energy (IHE) en Côte d'Ivoire.

Vous évoquiez également des opérations d'arrangement de financement et des activités de conseil que la BOAD apporte aux Etats. Comment cela se concrétise-t-il ?

En effet, en tant que bras financier des Etats de l'UEMOA, la BOAD offre des prestations de levée de fonds (fonds propres ou dette) pour le compte de projets promus par des Etats de l'UEMOA, des entreprises publiques ou privées qui la mandatent à cet effet. Ces fonds sont levés auprès du système bancaire de l'UEMOA et de divers partenaires financiers internationaux (fonds d'investissement, institutions financières spécialisées et banques internationales). A titre d'exemple, elle a ainsi mobilisé environ 115 milliards de FCFA par campagne en faveur de l'Etat béninois pour les campagnes cotonnières 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ; arrangé un financement de 36 milliards FCFA en faveur de l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT) pour la réhabilitation et la modernisation de l'immeuble Postel 2001 en Côte d'Ivoire en 2016.

Monsieur le Président, on note que beaucoup de jeunes managers sont nommés à des postes de responsabilité au sein de la BOAD. Comment expliquez-vous ce choix managérial ?

Je dois dire que j'ai un regard positif et optimiste sur la nouvelle génération. C'est une jeunesse de mieux en mieux formée, compétente et porteuse de nouvelles idées. J'ai foi en cette jeunesse et c'est pourquoi, au sein de la Banque, nous avons procédé à des nominations de nombreux jeunes à des postes de responsabilité afin de préparer la relève. Ils travailleront aux cotés des anciens qui s'apprêtent à faire valoir leur droit à la retraite afin de permettre une bonne transition et pérenniser ainsi le précieux bien que nous avons en commun qu'est la BOAD.

[Irene ASSIONGBON](#)

boad.org/